

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 14 AVRIL 2025**

| | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------|
| NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9 | | |
| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
| 14 | 0 | 2 |
| OBJET DE LA DECISION N° 25/181 HABITAT PRIVE - DISPOSITIF TRANSITOIRE OPAH-RU SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE- SUR-MER - AIDES OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES POUR UN MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 17 066,10 EUROS DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT | | |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITTERANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/181

BUREAU DU 14 AVRIL 2025

**O B J E T : HABITAT PRIVE - DISPOSITIF TRANSITOIRE OPAH-RU
SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER - AIDES
OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES POUR
L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES POUR UN
MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 17 066,10 EUROS
DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°03/02/05/05 du 7 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Équilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n°05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n°07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence Équilibre Social de l'Habitat,

VU la délibération n°03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création du Fonds d'Aide à l'Habitat et définissant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, modifiée à plusieurs reprises,

VU les délibérations n°17/12/267 du 19 décembre 2017, n°18/05/179 du 22 mai 2018, n°18/11/346 du 23 novembre 2018 et n°19/11/389 du 13 novembre 2019 modifiant le règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat,

VU la délibération n°18/11/347 du 23 novembre 2018 portant création de la nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer 2019-2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer,

VU la délibération n°21/05/181 du 27 mai 2021 prescrivant l'élaboration du Programme Local de l'Habitat pour la période 2023/2028,

VU la délibération N°23/12/338 du Conseil Métropolitain du 21 décembre 2023 portant création des autorisations de programme, relatives aux opérations mises en œuvre dans le cadre du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat,

VU la délibération N°24/12/334 du Conseil Métropolitain du 19 décembre 2024 relative à la politique d'accompagnement à la rénovation de l'habitat des propriétaires occupants et bailleurs relevant du périmètre de l'OPAH-RU de Toulon, d'Hyères et de La Seyne-sur-Mer du dispositif transitoire pour l'année 2025,

VU la convention OPAH-RU – Convention d'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer 2019-2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer avec les différents partenaires, signée le 13 décembre 2019,

VU l'avis favorable émis par la Commission d'Octroi du 25 février 2025 pour l'ensemble des dossiers des propriétaires ci-après présentés,

VU les conventions ci-annexées,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, dans le cadre de sa compétence Equilibre Social de l'Habitat et Politique de la Ville, vise l'amélioration générale du parc privé par le déploiement et l'animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain "Centre-Ville de La Seyne-sur-Mer" 2019-2024 sur la commune de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT que ces outils ont pour objectif d'accompagner administrativement, financièrement, techniquement les propriétaires occupants et bailleurs, ainsi que les copropriétés dans leurs démarches de travaux d'amélioration et d'adaptation de logements,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer, avec les propriétaires suivants, les conventions ci-annexées pour des opérations d'adaptation, de rénovation énergétique et de réhabilitation globale de leur logement, d'un montant maximum de 17 066,10 euros dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain menée sur la commune de La Seyne-sur-Mer 2019/2024. Ainsi que toutes les pièces afférentes à ces dossiers en vue de l'attribution des aides suivantes :

| COMMUNE | STATUT | NOM | ADRESSE | CATEGORIE | TPM SUB | TOTAL A PAYER TPM+ |
|-------------------|--------|--------------------|---------------------|-----------------------------------------------------------|-----------|--------------------|
| LA SEYNE-SUR-MER | COPRO | LUQUET | 3 Cours Louis Blanc | Réfection partielle de la toiture et reprise de la façade | 9 567,30 | 9 567,30 |
| LA SEYNE-SUR-MER | PB | SCI LE BARS-DUPONT | 1 Cours Louis Blanc | Renforcement du plancher | 7 498,80 | 7 498,80 |
| TOTAL SUBVENTIONS | | | | | 17 066,10 | 17 066,10 |

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2025 de TPM : Opération 5124 : AP PLH PARC PRIVE – OPAH, l'article 20422.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 14 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

| | |
|------------|----|
| POUR | 14 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |







**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ET LA COPROPRIÉTÉ DU 3 COURS
LOUIS BLANC EN VUE DE LA RÉFECTION PARTIELLE DE LA TOITURE ET
D'UNE REPRISE DE LA FACADE D'UN IMMEUBLE SITUÉ AU 3 COURS
LOUIS BLANC SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole,
107 Boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son
Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La copropriété du 3 cours Louis Blanc,
Représentée par Laurence LUQUET, demeurant au 3 cours Louis
Blanc 83500 La Seyne-sur-Mer
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères Les Palmiers et La Seyne Sur Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Hyères Les Palmiers, Toulon et

La Seyne Sur Mer, ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention signée en date du 23 janvier 2019. En effet, cette convention fixe les conditions dans lesquelles la Métropole TPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole TPM les avances effectuées.

Considérant que le projet du propriétaire désigné à l'Article 1^{er} entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée décide de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1er : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration de son logement qui porte sur la réfection partielle de la toiture et d'une reprise de la façade.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, stipulant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement et de la délibération en date du 19 décembre 2024 N° 24/12/334, stipulant la politique d'accompagnement des propriétaires occupants et bailleurs pour l'année 2025 et sur la base de ce budget prévisionnel, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une prime d'un montant maximum de : **9 567,30 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le maître d'ouvrage à **35 080,10 € TTC**.

Le montant global des subventions s'élève à : **9 567,30 €**.

Le reste à charge du propriétaire s'élève à **25 512,80 €**.

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon. Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de TPM :

- d'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- d'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera seul compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Propriétaire

La copropriété du 3 Cours Louis
Blanc, représentée par Laurence
LUQUET



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE
TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE ET LA SCI LE BARS-DUPONT EN
VUE DU RENFORCEMENT DU PLANCHER D'UN APPARTEMENT SITUÉ AU 1
COURS LOUIS BLANC SUR LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole,
107 Boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son
Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN,
D'une part,

ET

La SCI LE BARS-DUPONT
Représentée par la SCI LE BARS-DUPONT demeurant au
721 chemin de l'Oïde 83500 La Seyne-sur-Mer - France

Ci-après désigné par le terme « le propriétaire »
D'autre part,

PRÉALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères Les Palmiers et La Seyne Sur Mer, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur se sont engagées à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements des propriétaires.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Par ailleurs, ces deux collectivités locales, dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Hyères Les Palmiers, Toulon et La Seyne Sur Mer, ont convenu d'un partenariat de trésorerie d'avance, dans le cadre d'une convention signée en date du 23 janvier 2019. En effet, cette convention fixe les conditions dans lesquelles la Métropole TPM versera l'aide régionale aux bénéficiaires pour le compte de la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur et les conditions dans lesquelles la Région Sud Provence Alpes Côte d'azur remboursera à la Métropole TPM les avances effectuées.

Considérant que le projet du propriétaire désigné à l'Article 1^{er} entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée décide de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1er : L'engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet de renforcement de plancher.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 19/11/2019, stipulant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement et de la délibération en date du 19 décembre 2024 N° 24/12/334, stipulant la politique d'accompagnement des propriétaires occupants et bailleurs pour l'année 2025 et sur la base de ce budget prévisionnel, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une prime d'un montant maximum de **7 498,80 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le maître d'ouvrage à 28 007,60 €TTC.

Le montant global des subventions s'élève à 7 498,80 €.

Le reste à charge du propriétaire s'élève à 20 508,80 €.

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon. Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement des subventions s'effectuera après transmission au service Habitat de TPM :

- d'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole
- des factures acquittées ou portant la mention « acquittée »
- d'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom du propriétaire au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera seul compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le propriétaire

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

La SCI LE BARS-DUPONT

